

29 Avril 1996

470

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE**  
**DIRECTION des AFFAIRES LOCALES**  
**et de l'ENVIRONNEMENT**

-----  
**Bureau de l'Environnement**  
**et de l'Urbanisme**  
-----



**ARRETE**  
0000000

89  
54  
91

-----  
**Autorisation d'extension de la capacité**  
**de fabrication de l'unité de Chimie de Synthèse**  
**(C.D.S.)**  
-----

**LE PREFET de SAONE-ET-LOIRE,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

-----  
**S.A. KODAK-PATHE**  
**à FRAGNES et CHAMPFORGEUIL**

96 / 1248 / 2 - 2

VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,

VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 et la loi n° 92.3 du 3 Janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

VU l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 90.288 du 24 Juillet 1990 réglementant l'ensemble du site KODAK-PATHE,

VU l'arrêté préfectoral n° 90.307 du 31 Juillet 1990 réglementant le département "Chimie de Synthèse" (CDS),

VU la nomenclature des Installations Classées,

VU la demande présentée le 27 Octobre 1995 par le Directeur de l'usine KODAK-PATHE, à l'effet d'être autorisé à augmenter la capacité d'une installation classée sur le territoire des communes de FRAGNES et CHAMPFORGEUIL,

**VU** le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 8 Janvier au 7 Février 1996 et le rapport du commissaire-enquêteur,

**VU** l'avis du Conseil Municipal de FRAGNES en date du 15 Février 1996,

**VU** l'avis du Conseil Municipal de LA LOYERE, en date du 16 Février 1996,

**VU** l'avis du Conseil Municipal de FARGES-les-CHALON, en date du 12 Janvier 1996,

**VU** l'avis du Conseil Municipal de CHAMPFORGEUIL, en date du 29 Janvier 1996,

**VU** l'avis du Conseil Municipal de CHALON-sur-SAONE, dans sa séance du 23 Février 1996,

**VU** l'avis du Conseil municipal de CRISSEY, dans sa séance du 26 Janvier 1996,

**Vu** l'avis du Conseil municipal de VIREY-le-GRAND, dans sa séance du 9 Février 1996,

**Vu** l'avis du Conseil municipal de CHATENOT-le-ROYAL, dans sa séance du 26 Janvier 1996,

**VU** les avis de :

- M. le Directeur Départemental de l'Equipement, en date du 23 Février 1996,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 1er Mars 1996
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, en date du 24 Janvier 1996,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement en date du 23 Février 1996,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 19 Janvier 1996,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 16 Février 1996,
- M. le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles Economiques de Défense et de la Protection Civile, en date du 6 Février 1996,
- M. le Directeur de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie, en date du 22 Février 1996,

**VU** l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Région Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du

Le pétitionnaire entendu,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

# **TITRE PREMIER**

## **OBJET DE L'ARRETE**

### **Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société KODAK PATHE, dont le siège social est situé 26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à procéder à l'exploitation d'une unité de fabrication de produits chimiques de base, département chimie de synthèse (CDS), d'une capacité égale à 1550 t/an de produits de synthèse issus des réacteurs, sur le territoire des communes de FRAGNES et CHAMPFORGEUIL.

Le présent arrêté réglemente également les activités exercées dans le Laboratoire de Développement Semi-Industriel (LDSI).

L'arrêté préfectoral n° 90.288 du 24 Juillet 1990 réglementant l'ensemble du site s'applique également à ces installations pour toutes les prescriptions non contraires à celles du présent arrêté.

### **Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS**

Le Département Chimie de Synthèse (CDS), objet de la présente autorisation, est composé notamment des installations suivantes :

- bâtiment de fabrication (bât. 37)
  - . 12 réacteurs de synthèse pour un volume global de 52 m3
  - . des installations de filtration, de séchage et de conditionnement des produits
  - . des cuves de préparation de réactif
  - . des installations de traitement des effluents gazeux (10 laveurs de gaz placés en toiture de la CDS)
- bâtiment de stockage, maintenance et bureaux (bât. 38)
  - . magasin de stockage des produits
  - . bureaux
  - . installation de service et d'entretien
- une unité d'hydrogénation d'une capacité de 2000 litres
- une unité de régénération de solvants constituée d'un bouilleur de capacité 7000 litres et de 2 colonnes
- une aire de stockage de produits vrac
- deux bâtiments spécialisés (bât. 42 et 47) destinés au Laboratoire de Développement Semi-Industriel (LDSI)

### Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

n° Nomenclature	Activité	Régime	Repéré sur plan
1433.2 ✓	Installation d'emploi et de mélange à chaud de liquides inflammables de 1ère catégorie (réacteurs, régénération de solvants) Quantité simultanément présente : 199 tonnes	Autorisation	37-42-D
253 ✓	Stockage de liquides inflammables de 1ère catégorie, d'une capacité totale de 1100 m3	Autorisation	B-D-E-47
1434.2 ✓	Installation de chargement et déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation Capacité des installations de pompage : 20 m3/h	Autorisation	B-E
1111 1-b 2-b	Stockage et emploi de substances et préparations très toxiques <u>Solides</u> : (NaCN) : quantité maximum : 3 tonnes <u>Liquides</u> : (DMS) : quantité maximum : 3 tonnes	Autorisation Autorisation	37-38 37-38
1131 1-c 2-b	Stockage et emploi de substances et préparations toxiques (à l'exception du méthanol) <u>Solides</u> : quantité cumulée : 22 tonnes <u>Liquides</u> : quantité cumulée : 36 tonnes	Déclaration Autorisation	37-38 37-38
1620-2 ✓	Emploi et stockage de sphères de chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié, de capacité unitaire 1,2 tonnes. Nombre de sphère maxi : 8	Autorisation	B
2920 ✓	Installation de réfrigération fonctionnant au fréon, d'une puissance de 600 Kw	Autorisation	38
1150-4	Fabrication industrielle et formulation à base de poudre de nickel et de cobalt de RANEY (catalyseurs) Quantités maximales présentes : 2 tonnes	Autorisation	37-38
1450-2-b	Stockage et emploi de solides facilement inflammables Stockage de capacité maximale 2 tonnes	Autorisation	38
1611-2	Emploi et stockage d'acides acétique, chlorhydrique, sulfurique, nitrique et anhydride acétique en capacité égale à 120 m³ ou 240 t	Déclaration	B
1416-3	Stockage et emploi d'hydrogène 3 x 5 cadres de 252 Nm³, soit 3 780 Nm³ ou 305 kg	Déclaration	C
1720	Utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées contenant des radio-éléments du groupe II ; activité totale : 17 GBq	Déclaration	37
2925	Atelier de charge d'accumulateurs ; puissance maximale du courant continu > 10 kw	Déclaration	38
2560-2	Atelier de travail mécanique des métaux 50 kw < puissance installée < 500kw	Déclaration	38
2915-2	Procédé de chauffage par fluide caloporteur Température maxi : 250°C Volume d'huile : 1.000 l	Déclaration	37
1200-2-C	Emploi et stockage de substances comburantes. Stockage maximum : 6 tonnes	Déclaration	37-38 42-K
<b>NOTA :</b> NaCN = cyanure de sodium DMS = diméthyl sulfate			

**Article 4 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS**

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 90.307 du 31 Juillet 1990, délivré au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement ici autorisé, est abrogé.

## **TITRE DEUXIEME**

### **CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

#### **Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans les bâtiments cités à l'article 2 par le pétitionnaire, qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

#### **Article 6 - REGLES COMPLEMENTAIRES**

Au-delà des prescriptions du présent arrêté, les dispositions édictées aux articles 2 à 20, 21 à l'exclusion du premier et dernier alinéa et de la première phrase du deuxième, 25, 26, 32 alinéa 4, 44 à 46, 47 premier alinéa ; 48 à 51 de l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, sont applicables à l'établissement.

#### **Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES**

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

#### **Article 8 - CONTROLES**

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations. Ce contrôle pourra être réalisé aussi bien pour l'activité de la CDS que pour celle de l'ensemble de l'établissement. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 9 - ENREGISTREMENT**

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

#### **Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE**

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires à la prévention, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

## TITRE TROISIEME

### **PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

#### PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

##### Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

###### 11.1. - Limitation des consommations d'eau

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs.

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuits ouverts est interdite.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et faire l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

###### 11.2. - Réseaux

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique et les eaux vannes, désignées E D ;
- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées E C ;
- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées E U. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

###### 11.3. - Points de rejet

Identification :

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 2.

Ils sont définis comme suit :

DESIGNATION DU REJET	NATURE DES EAUX OU DES EFFLUENTS	DESIGNATION DU MILIEU RECEPTEUR	POINT KILOMETRIQUE
Rejet 1	EU et ED	Réseau du reste de l'usine, puis acheminées à la station de traitement de l'AUZIN	
Rejet 2	EP	Canal du Centre	5,54

et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté.

Aucun rejet d'eaux usées n'est autorisé dans le canal.

#### Mesures et prélèvements :

L'ouvrage de prétraitement des eaux résiduaires est équipé, au niveau de la sortie des effluents traités, de dispositifs permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit. Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales non polluées sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

#### 11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

##### Capacité de rétention

Tout stockage de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention réalisée, conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 précité.

##### Bassin de confinement

Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales est réalisé avec un volume minimal de 800 m<sup>3</sup>. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, il est maintenu vide et propre.

Le point de rejet du réseau d'eaux pluviales est équipé d'une vanne à fermeture automatique doublée d'une commande manuelle conditionnée par une mesure en continu du pH et de la conductivité ainsi qu'un système d'alerte de présence d'hydrocarbures. Elle se déclenche quand les seuils suivants sont atteints :

- pH < 5,5 ou > 8,5
- conductivité > 1500  $\mu$  S/cm
- hydrocarbures  $\geq$  0,05 mm d'épaisseur de film surnageant

Une étude justifiant le dimensionnement de ce bassin devra être fournie à l'inspecteur des installations classées pour le 31 décembre 1996.



### Equipements et canalisations

Les réservoirs, tuyauteries, robinets, joints et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou dangereuses sont réalisés dans des matériaux résistant à l'action mécanique et chimique de ces substances. Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement. L'ensemble du réseau d'eaux usées devra être contrôlé, par exemple par une inspection par caméra, au moins tous les cinq ans.

### Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés sont accessibles en permanence.

## **Article 12 - EXPLOITATION**

### 12.1. - Transports internes

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

### 12.2. - Stockages de produits liquides

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

### 12.3. - Consignes spécifiques

L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en oeuvre et des opérations de nettoyage.

## **Article 13 - TRAITEMENT**

### 13.1. - Eaux domestiques et eaux vannes (E D)

Elles sont raccordées au réseau d'assainissement de l'AUZIN.

### 13.2. - Eaux pluviales et autres eaux propres (E P)

Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au milieu naturel par l'intermédiaire d'un bassin de décantation équipé d'une cloison siphonée.

### 13.3. - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (E C)

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires, soit éliminées comme déchets dans une installation autorisée à cet effet.

### 13.4. - Eaux résiduaires autres (E U)

L'exploitant collecte puis homogénéise les eaux résiduaires dans une station de prétraitement physico-chimique existante composée d'un dégrillage, d'un écrémage des solvants, d'une homogénéisation, d'une neutralisation, d'une décantation et d'une régulation.

## **Article 14 - NORMES**

### 14.1. - Pour mémoire

### 14.2. Consommation

La consommation est limitée en volume à :

- 450 m<sup>3</sup>/jour
- 2 800 m<sup>3</sup>/semaine

### 14.3. - Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

#### **A - En termes de caractéristiques générales des effluents**

- **pH** (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 9,5,
- **température** (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C,

#### **B - En termes de débits, de concentrations et de flux**

**Définition** : par flux spécifique, il faut entendre la quantité de polluant rejeté, en tonne, ramenée à la tonne de produit issue des réacteurs, pendant la même période.

#### **POUR LE REJET N° 1 :**

L'effluent, après mélange avec les autres effluents de l'usine, doit permettre le respect des normes de rejet fixées pour l'ensemble de l'usine KODAK-PATHE.

Les rejets du département CDS doivent, par ailleurs, être conformes aux normes maximales précisées ci-dessous :

PARAMETRE	NORME DE MESURE OU D'ANALYSE	DEBIT INSTANTANE	DEBIT JOURNALIER	MOYENNE MENSUELLE DU DEBIT JOURNALIER		
DEBIT		19 m <sup>3</sup> /h	450 m <sup>3</sup> /j	400 m <sup>3</sup> /j		
		CONCENTRATION		FLUX		
		instantanée	moyenne journalière	journalier	moyenne mensuelle	spécifique (moyenne mensuelle)
MES	90 105	120 mg/l	100 mg/l	40 kg/j	33 kg/j	1,6 t/t
DCO	90 101	27 000 mg/l	20 000 mg/l	10,8 t/j	8 t/j	
DBO <sub>5</sub>	90 103	13 500 mg/l	10 000 mg/l	5,4 t/j	4 t/j	
TOLUENE		18 mg/l	16 mg/l	7,2 kg/j	6 kg/j	

Une étude technico-économique devra être fournie à l'Inspection des Installations Classées en vue de réduire les flux rejetés en DCO et DBO<sub>5</sub>. Ceci sera conduit après réalisation du programme air visé à l'article 19.3, et au plus tard au 30 Juin 2001, avec un objectif de réduction de flux en DCO et DBO<sub>5</sub> de 30 % minimum. A cette date, la concentration en moyenne journalière en toluène devra être réduite de 50 %.

#### POUR LE REJET N° 2

Paramètre	Normes de mesure	Concentration journalière moyenne
MES	90 105	30 mg/l
DCO	90 101	80 mg/l
DBO <sub>5</sub>	90 103	40 mg/l
N global	90 102, 90 110 et 90 013	30 mg/l
Phosphore total	90 023	10 mg/l
Hydrocarbures totaux	90 114	10 mg/l

Le rejet 2 doit, par ailleurs, respecter les normes fixées par l'article 32.3 de l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993 susvisé.

#### **Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS**

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par le site concerné par le présent arrêté, au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs moyens sur 24 h, aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

### 15.1. - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après.

REJET	PARAMETRES	NORME DE MESURE OU D'ANALYSE	FREQUENCE (1)
1	Débit		C
	pH	T 90 008	C
	MES	T 90 105	j
	DCO	T 90 101	j
	DBO5	T 90 103	H

(1) C = en continu - - M = Mensuelle - H = Hebdomadaire - J = Journalière

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en oeuvre et leur incidence sont adressés au moins mensuellement à l'inspection des installations classées.

### 15.2. - Validation de l'autosurveillance

L'exploitant fait procéder à ses frais au moins une fois par an aux prélèvements et analyses demandés par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les rapports établis par cet organisme sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

## **Article 16 - ENREGISTREMENT**

Des plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux sont établis par l'exploitant, tenus à jour et datés. Ils font apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension de ces réseaux.

Les résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux sont conservés à disposition de l'inspection. Les justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement sont conservés en permanence.

## **PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **Article 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT**

#### **17.1 - Conditions générales**

Des points de prélèvement d'échantillons et de mesures sont implantés et aménagés sur les canalisations de rejet d'effluent conformément aux dispositions de la norme NF X 44 052, pour tous nouveaux points de rejet ou modifications importantes de ceux existants.

#### **17.2. - (pour mémoire)**

#### **17.3. - Installations de dépollution des gaz par voie humide**

Les points de rejets canalisés des installations du département Chimie de Synthèse sont au nombre de 9. Chaque rejet est équipé d'un laveur de gaz par voie humide placé en terrasse du bâtiment n° 37 et se caractérise de la manière suivante :

Caractéristiques des rejets			
Repère	Débit	hauteur par rapport au sol	Section à l'émission
L 311	1 500 m <sup>3</sup> /h	21,5 m	0,084 m <sup>2</sup>
L 316	7 500 m <sup>3</sup> /h	23,8 m	0,64 m <sup>2</sup>
L 526	5 400 m <sup>3</sup> /h	21,5 m	0,14 m <sup>2</sup>
L 918	5 500 m <sup>3</sup> /h	21,5 m	0,14 m <sup>2</sup>
L 946	2 700 m <sup>3</sup> /h	23,3 m	0,32 m <sup>2</sup>
L 1144	5 500 m <sup>3</sup> /h	21,26 m	0,50 m <sup>2</sup>
L 1022	3 100 m <sup>3</sup> /h	21,9 m	0,063 m <sup>2</sup>
L 806	5 400 m <sup>3</sup> /h	21,5 m	0,14 m <sup>2</sup>
L 628	7 000 m <sup>3</sup> /h	21,5 m	0,14 m <sup>2</sup>

Un point de rejet concerne les installations du Laboratoire de Développement Semi-Industriel. Il est situé au bâtiment 42.

### **Article 18 - TRAITEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant collecte et épure les effluents atmosphériques par l'intermédiaire de condenseurs et de laveurs.

L'arrêt des ventilateurs associés à chaque laveur déclenche une alarme qui entraîne la mise en sécurité de l'installation en cause.

### **Article 19 - NORMES DE REJET**

#### **19.1. - Conditions de mesures**

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Par flux spécifique, il faut entendre la quantité de polluant rejeté, en tonne, ramenée à la tonne de produit issue des réacteurs, pendant la même période.

## 19.2. - (pour mémoire)

## 19.3. - Installations autres que les installations de combustion

Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous devront respecter les conditions suivantes :

Identification du rejet	Paramètres à contrôler et norme	Valeurs limites				
		Débit maximal	concentration moyenne journalière	Flux spécifique moyenne mensuelle	Flux journalier	Flux annuel
CDS (bât. 37)	COV (NFX 43.301)	44 400 Nm <sup>3</sup> /h	1 000 mg/Nm <sup>3</sup>	130 kg/t	0 ,9 t/j	205 t/an
LDSI (bât. 42)	COV (NFX 43.301)	600 Nm <sup>3</sup> /h	150 mg/Nm <sup>3</sup>		2,2 kg/j	

A compter du 31 Mars 2001, les rejets à l'atmosphère de la CDS devront être ramenés aux valeurs suivantes :

Identification du rejet	Paramètre à contrôler et norme	Valeurs limites			
		Débit maximal	concentration	Flux spécifique moyenne mensuelle	Flux journalier
CDS (bât. 37)	COV (NFW 43.301)	44 400 Nm <sup>3</sup> /h	150 mg/Nm <sup>3</sup>	23 kg/t	160 kg/j

Les COV correspondent aux composés organiques, à l'exclusion du méthane. Les valeurs limites sont exprimées en équivalents méthane.

Un point de l'état d'avancement de la réduction des COV sera adressé à l'Inspection des Installations Classées tous les ans, au plus tard le 31 décembre de chaque année.

## Article 20 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées ou sur la base d'une estimation des consommations. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

### 20.1. - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après :

REJETS	PARAMETRES	FREQUENCE
CDS LDSI	COV COV	mensuelle mensuelle

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en oeuvre et leur incidence sont adressées mensuellement à l'inspecteur des installations classées.

#### 20.2. - Validation de l'autosurveillance

L'exploitant fait procéder avant le 31 décembre 1996, puis au moins une fois tous les trois ans, aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets en débouché de chacun des laveurs par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement. A cet effet, l'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées un projet de mode opératoire de ces contrôles avant le 30 septembre 1996.

Les rapports établis par ces organismes sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

#### 20.3 - Odeurs

Les propositions d'actions mentionnées à l'article 20.4 devront conduire, en limite de propriété, à une concentration en polluants inférieure au seuil de détection olfactif, tout en respectant les seuils de danger, propres à chaque produit, à savoir le 1/100 de la VME (valeur moyenne d'exposition). Ces seuils, en ce qui concerne les principaux solvants utilisés, sont les suivants :

Valeur en ppm :	Méthanol	2
	Heptane	4
	Ethanol	10
	Isopropanol	4
	Acétone	7,5
	Ether isopropylique	0,017
	Toluène	1

#### 20.4 - Bilan de la pollution atmosphérique

Une étude valant bilan exhaustif des rejets atmosphériques de l'ensemble du site, accompagné de propositions d'actions visant à réduire ces rejets sera adressée à l'inspecteur des installations classées avant le 30 juin 1996.

### Article 21 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère ;
- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

## **PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT**

### **Article 22 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES**

Les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE en dB (A)		
	JOUR*	PERIODE INTERMEDIAIRE*	NUIT*
Limite de propriété	60	55	50

\* les périodes sont définies par l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens.

sous réserve du respect des règles suivantes de l'émergence maximale :

- 5 dB (A) pour la période allant de 6 H 30 à 21 H 30, sauf dimanche et jours fériés ;
- 3 dB (A) pour la période allant de 21 H 30 à 6 H 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A :  $L_{AeqT}$ . L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins 30 mn.

## **TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS**

### **Article 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT**

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques. Ces zones sont précisées dans le tableau donné dans l'article 25.

### **Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT**

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux. Ils sont collectés, conditionnés, stockés, traités,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 25. Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS**

L'exploitant doit satisfaire les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.



Désignation du déchet	Caractéristiques spécifiques	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage				Mode d'élimination
			Lieu (1)	Mode (2)	Quantité maximale	durée maximale	
Emballages cartons	A699 C 850	20 t	Z	B	2 bennes	15 jours	Valorisation
DIB en mélange	A699 C 980	120 t	Z	B	1 benne	15 jours	Décharge de Classe 2
Métaux	A699 C 810	20 t	Y	B	1 benne	2 mois	Valorisation
Palettes bois	A699 C 870	2500 palettes	X	V	450 palettes	2 mois	valorisation
Fûts métalliques et plastiques	A699 C 810 A699 C 830	10 000 fûts	W	F	840 fûts	1 mois	Valorisation
Solvants résiduels non chlorés	A699 C 122	3000 t	G	C	40 m <sup>3</sup>	1 semaine	Incinération Externe
Catalyseurs usagés	A699 C 265	50 t	A	F	50 t	3 mois	Incinération Externe
Boues résiduelles	A699 C 284	60 t	A	C	15 t	3 mois	Incinération Externe
Fûts cartons et emballages souillés	A699 C 305	80 t	Bât. 38	B	30 m <sup>3</sup>	1 semaine	Incinération Externe

(1) voir sur plan annexé

(2) F = fûts ; V = vrac ; B = bennes ; C = citernes

Pour les DIB en mélange, la Société KODAK-PATHE devra rechercher une solution alternative à la mise en décharge, en respect avec le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de Saône-et-Loire.

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

## **Article 26 - CONTROLE ET SUIVI**

Les analyses et tests de caractérisation des déchets industriels spéciaux sont renouvelés au moins tous les ans.

## **Article 27 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :
  - . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
  - . quantité produite,
  - . date (ou période) de production correspondante,
  - . date d'enlèvement,
  - . nom et adresse du transporteur,
  - . mode de traitement,
  - . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;
- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :
  - . nature et origine,
  - . quantité stockée,
  - . date de mise en stockage.

## **SECURITE**

### **Article 28 - RISQUES NATURELS**

#### **28.1. - Foudre**

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables aux installations concernées par le présent arrêté, à compter du 31 Mars 1998.

### **Article 29 - ACCES, SURVEILLANCE**

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 m, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations. Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement. Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

## **Article 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT**

### **30.1. - Voies et aires de circulation**

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours. Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.

### **30.2. - Installations électriques**

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

### **30.3. - Autres installations**

Les canalisations d'égout doivent être munies de siphons coupe-feu ou de dispositifs de protection contre le danger de propagation d'incendie ou de dispositifs autres présentant des caractéristiques au moins équivalentes.

## **Article 31 - EXPLOITATION**

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,... Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une opération de production.

L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables.

## **Article 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION**

### **32.1. - Détection et alarme**

Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence.

### **32.2. - Formation**

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

### **32.3. - Consignes**

L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées. Ces consignes prévoient, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ;
- les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en oeuvre de celui-ci.

A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

### **32.4. - Plan d'intervention**

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en oeuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

### **32.5. - Moyens matériels et humains**

#### **32.5.1. - Moyens matériels**

L'établissement doit être doté au moins de :

Pour l'ensemble du site :

- 3 sphères à poudre de 100 kg (installation fixe) destinées aux installations de dépotage,
- 9 poteaux incendie interne à l'usine,
- 1 poteau incendie sur le réseau public d'eau potable.

Pour le bâtiment 37 :

- 37 extincteurs CO<sub>2</sub> 6 kg
- 10 extincteurs poudres 10 kg
- 2 extincteurs poudres 50 kg
- 3 appareils respiratoires autonomes,
- 17 postes incendie sur sellette,
- 6 installations fixes d'extinction CO<sub>2</sub> 50 kg type Bazooka
- 1 installation fixe : pas de sphère à poudre 50 kg
- 6 installations fixes d'extinction automatique par sphères à poudre de 25 kg,
- 1 réserve en cuve de 6800 l d'émulseur pour les sprinklers,
- 6 fûts de 200 l d'émulseur.

Pour le bâtiment 38 :

- 46 extincteurs à eau pulvérisée : 10 l,
- 7 extincteurs CO<sub>2</sub> : 2 kg,
- 18 extincteurs CO<sub>2</sub> : 6 kg,
- 5 extincteurs à poudre : 50 kg
- 39 extincteurs à poudre : 10 kg
- 2 appareils respiratoires autonomes.

Pour le bâtiment 42 :

- 4 extincteurs à eau pulvérisée,
- 1 extincteur CO<sub>2</sub> : 2 kg,
- 15 extincteurs CO<sub>2</sub> : 6 kg,
- 1 extincteur poudre : 50 kg,
- 15 extincteurs poudre : 10 kg,
- 2 extincteurs CO<sub>2</sub> : 10 kg.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance.  
Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Ces moyens minimum pourront être complétés autant que de besoin en liaison avec les Services Départementaux d'incendie et de Secours.

#### 32.5.2. - Moyens humains

L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de 5 personnes.

### **Article 33 - CONTROLES**

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

### **Article 34 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 29 ;
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;
- rapports de contrôle des installations électriques prévu à l'article 33 ;
- plans d'intervention prévus à l'article 32-4 ;
- registre des consignes.

## **IMPACT VISUEL**

### **Article 35 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL**

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant :

- aménage les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ;
- assure le démantèlement des installations abandonnées.

## **TITRE QUATRIEME**

### **PRESRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **Article 36 - Prescriptions relatives aux installations de fabrication, hors hydrogénation**

- Avant toute mise en fabrication d'un produit, une Autorisation de Mise en Fabrication (AMF) doit être réalisée et disponible sur le site.
- Les organes nécessaires à la sécurité, définis dans l'AMF, doivent être disponibles et contrôlés avant chaque campagne. Une trace écrite de ces contrôles sera réalisée.
- Aucune fabrication ne sera entreprise si les organes de traitement des rejets de toute nature ne sont pas disponibles, à savoir :
  - . capacité en vue de la régénération des solvants
  - . station de prétraitement
  - . laveur des fumées
- Le système d'inertage à l'azote devra être contrôlé avant tout début d'une campagne.
- Le système de refroidissement des réacteurs doit être disponible et vérifié avant chaque opération de fabrication, même en cas de gel.

#### **Article 37 - Prescriptions relatives à l'installation d'hydrogénation**

- Avant toute mise en fabrication d'un produit, une Autorisation de Mise en Fabrication (AMF) doit être réalisée et disponible sur le site.
- Les organes nécessaires à la sécurité, définis dans l'AMF, doivent être disponibles et contrôlés avant chaque campagne. Une trace écrite de ces contrôles sera réalisée.
- L'atelier concerné par l'hydrogénateur doit être équipé d'au moins un explosimètre.
- Au minimum 4 fois par an, le tarage des soupapes de surpression sera contrôlé. Une trace écrite de cette opération sera conservée.
- Avant chaque fabrication, les organes de traitement des rejets de toute nature devront être disponibles.

#### **Article 38 - Prescriptions relatives aux installations de stockage vrac**

**38.1. -** Les stockages vrac d'hydrocarbures doivent être :

- équipés de mesures de niveaux haut et très haut
- équipés de limiteur automatique de remplissage

Chaque réservoir doit porter en caractères lisibles la dénomination du produit contenu

Chaque réservoir doit être inerté à l'azote. Les stockages enterrés doivent être conformes à l'instruction technique du 17 Avril 1975.

**38.2. - Les stockages vrac de produits autres que les hydrocarbures**

- Chaque réservoir doit porter en caractères lisibles la dénomination du produit contenu.
- Un contrôle périodique de l'état extérieur de chaque réservoir est réalisé chaque année. L'intervalle entre deux inspections ne doit pas excéder 12 mois.

**Article 39 - Prescriptions relatives aux installations de stockage en fûts**

Chaque contenant doit porter en caractères lisibles l'identification du produit contenu.

**Article 40 - Prescriptions relatives au dépôt d'hydrogène**

**40.1. - Les moyens suivants doivent être à proximité du dépôt :**

- un extincteur à poudre de 50 kilogrammes sur roues
- un robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service

Le matériel devra être périodiquement contrôlé et la date des contrôles devra être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. Le personnel devra être entraîné à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie. En cas d'incendie dans le voisinage du dépôt, des dispositions devront être prises pour protéger le dépôt.

**40.2. -** Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que l'emmagasiner des récipients contenant de l'hydrogène comprimé et de ses mélanges inflammables avec des gaz inertes. Ces récipients devront répondre à la réglementation des appareils à pression de gaz. Les récipients de gaz neutres pourront cependant être stockés dans le dépôt sous réserve qu'il n'en résulte aucune difficulté pour la surveillance et l'exploitation du dépôt.

**40.3. -** Dans le dépôt, les récipients devront être placés de façon stable et de manière à être facilement inspectés et déplacés, les robinets étant aisément accessibles pour le contrôle de l'étanchéité.

**40.4. -** Toutes dispositions devront être prises pour éviter la détérioration des récipients en cours de stockage ou de manutention.

**40.5. -** Il est interdit de se livrer dans le dépôt à une réparation des récipients ou à une opération quelconque comportant l'écoulement de l'hydrogène à l'extérieur du récipient.

**Article 41 - Prescriptions relatives aux stockages de substances comburantes**

Les stockages doivent être implantés à une distance d'au moins huit mètres de tout stockage de matières dangereuses d'une autre nature ou pouvant entraîner un accroissement des risques (matières combustibles par exemple).



## **Article 42 - Prescriptions relatives à l'atelier de charge d'accumulateurs**

L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.

L'atelier ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

## **Article 43 - Prescriptions relatives aux substances radioactives sous formes scellées**

**43.1.** - Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

**43.2.** - Au cours de l'emploi des rayonnements, les sources seront placées à une distance limitant un lieu accessible aux tiers ou un lieu public telle que le débit d'équivalent de dose ne dépasse pas 0,5 rem/an. Au besoin, un écran supplémentaire en matériau convenable sera interposé sur le trajet des rayonnements pour amener le débit d'équivalent de dose au niveau indiqué ci-dessus.

Un contrôle des débits d'équivalent de dose à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles aux tiers, la ou les sources étant en position d'emploi ainsi que de la contamination radioactive de l'appareil devra être effectué. Le contrôle se fera :

- périodiquement (au moins deux fois par an) et à la mise en service pour les installations à poste fixe,
- lors de chaque mise en oeuvre ou campagne de mesure pour toute autre installation.

Les résultats de ce contrôle seront consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées à qui ils seront transmis une fois par an. Ces contrôles pourront être effectués par l'exploitant.

**43.3.** - En dehors des heures d'emploi, les sources scellées seront conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée. Elles seront notamment stockées dans des logements ou coffres appropriés fermés à clef dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible.

**43.4.** - Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité seront placés d'une façon apparente à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article 21 du décret n° 66.450 du 20 Juin 1966 modifié par le décret n° 88.521 du 18 Avril 1988, la signalisation sera celle de cette zone.

**43.5.** - Les récipients contenant les sources devront porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels (Curies) et la date de la mesure de cette activité.

**43.6.** - Des consignes particulièrement strictes pour l'application des prescriptions précédentes seront affichées dans les lieux de travail et de stockage.

**43.7.** - Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives devra être déclaré par l'exploitant dans les 24 heures au Préfet ainsi qu'à l'inspecteur des installations classées. Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

**43.8.** - Une isolation suffisante contre les risques d'incendie d'origine extérieure sera réalisée.

**43.9.** - L'installation ne sera pas située à proximité d'un stockage de produits combustibles (bois, papiers, hydrocarbures,...). Il est interdit de constituer à l'intérieur de l'atelier un dépôt de matières combustibles.

**43.10.** - L'accès de l'atelier sera facile de manière à permettre, en cas de besoin, une évacuation rapide des sources.

**43.11.** - En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, il sera fait appel à un centre de secours et non à un corps de première intervention. Les services d'incendie appelés à intervenir seront informés du plan des lieux, des emplacements des différentes sources radioactives, des moyens et voies d'évacuation des sources ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans l'établissement.

**43.12.** - Les sources usagées ou détériorées seront stockées dans des conditions assurant toute sécurité dans l'attente de leur enlèvement qui doit être demandé immédiatement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier les enlèvements sur demande de l'inspection des installations classées.

## **TITRE CINQUIEME**

### **MESURES EXECUTOIRES**

#### **Article 44 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT**

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télécopie...) l'Inspecteur des Installations Classées. Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

En cas de pollution accidentelle du canal, il en informera également le service assurant la police de l'eau, à savoir la Direction Départementale de l'Équipement de Montceau-les-Mines, service de la Navigation. Pour cette information, une fiche réflexe sera réalisée en accord avec ce service.

#### **Article 45 - ANNULATION ET DECHEANCE**

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **Article 46 - PERMIS DE CONSTRUIRE**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

#### **Article 47 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS ET CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation. Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

#### **Article 48 - CODE DU TRAVAIL**

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

#### **Article 49 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

#### **Article 50 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **Article 51 - NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

#### **Article 52 - EXECUTION ET AMPLIATION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône, MM. les maires de Fragnes et Champforgeuil, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- M. le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône
- M. le Maire de Fragnes,
- M. le Maire de Champforgeuil,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15-17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement à MACON,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi à MACON,
- M. le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile à MACON,
- M. l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées, 206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

MACON, le 29 AVR. 1996

**LE PREFET**

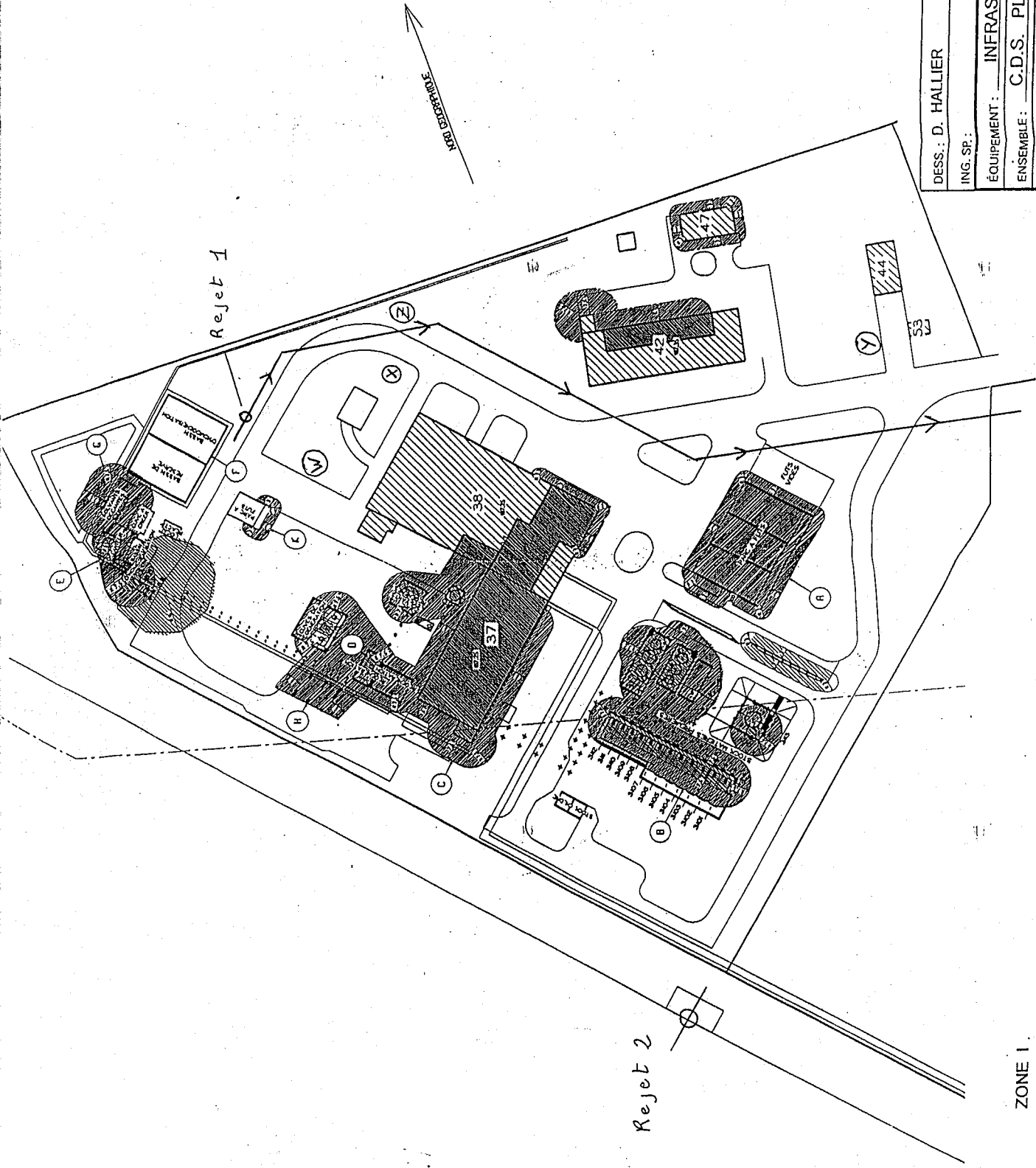
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général de la  
Préfecture de Saône-et-Loire,

*Signé* **Gérard WOLF**

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau Délégué,



*Paul ROUSSET*



LEGENDE

- ZONE I.
- ZONE II
- ZONES II PENDANT DECHARGEMENT OU CHARGEMENT

DESS.: D. HALLIER	CH. GR.:
ING. SP.:	ING. AFE.: PA. MARI
ÉQUIPEMENT: INFRASTRUCTURE	
ENSEMBLE: C.D.S. PLAN de MASSE	
ZONES de SECURITE	
Date: 101 951 Ech.: 1/115	Propriété de: Kodak-Pathé
C 7 3	0 3 B E 6 0 3
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15	

